

Le Parlement n'a pas demandé l'application de l'article 75C du Règlement; on le lui a imposé par la clôture. Et, buster, notre institution l'a eue. La population n'avait pas demandé une mesure fiscale de 707 pages ou les amendements. Mais la démocratie de «buster» les lui a imposés. C'est ce qui s'appelle «la démocratie de buster».

Le 8 décembre, à la suite de la première motion de clôture, le Parlement s'est engagé dans la mise aux voix grotesque et mécanique des 76 articles du bill. Je crois que le ministre des Finances est de mon avis là-dessus. Le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) disait à ce sujet: «Quelle comédie que de passer quatre heures à voter sur des articles comme nous l'avons fait l'autre soir, alors que 90 p. 100 des députés—et je suis charitable—ne savaient même pas de quoi il s'agissait dans ces articles, ni sur quoi ils se prononçaient». Les députés ne savaient rien du contenu des articles ni pourquoi ils votaient. Le troupeau de base d'en face a appuyé le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances (M. Benson), et a voté pour le bill. C'est ce qu'on pourrait appeler la «démocratie de buster».

• (3.20 p.m.)

L'hon. M. Stanfield: Le gouvernement ne comprend pas le bill, je suis sûr.

L'hon. M. Benson: Le chef de l'opposition (M. Stanfield) essaie de nous harceler, je crois.

M. Woolliams: Personne ne comprend ce qu'on a adopté. Pas même le ministre des Finances et tous ses experts n'ont compris les nombreuses modifications apportées, et 90 p. 100 ou plus des députés ont été forcés à faire les pantins au comité plénier, sans savoir pourquoi ils votaient ni quelles seraient les ramifications de la mesure. Lorsque le Parlement l'a adopté l'autre jour, il ne s'est jamais plus mal comporté. Je n'ai jamais vu pire au Parlement. Les députés ont adopté une mesure à laquelle ils ne comprenaient rien. Le bill doit maintenant être envoyé au Sénat. L'autre endroit pourra l'étudier pendant un jour ou deux, puis il devra faire vite et y apposer son sceau d'approbation.

M. McGrath: Quel soufflet pour le Sénat!

M. Woolliams: Il s'agit d'une législation fondée sur l'ignorance et adoptée par ignorance, une mesure qui va à l'encontre de tous les principes de jurisprudence. Après tout, nul n'est censé ignorer la loi. Toutefois, cela ne semble avoir aucune importance pour le gouvernement.

Ce que nous faisons aujourd'hui n'est pas démocratique, ni même parlementaire. Le premier ministre et ses partisans personnifient l'ignorance de la loi. Ils n'ont fait qu'attirer le mépris pour cette institution et maintenant, ils menacent d'en attirer encore plus pour l'autre endroit. On a dit à l'autre endroit ce qu'il doit faire, combien de temps il doit y consacrer et quand il doit le faire. Il doit le faire, que ce régime fiscal monstrueux ait du sens ou non. Je soutiens, en fait, que ce bill va complètement détruire notre économie et notre mode de vie.

J'affirme, monsieur l'Orateur, que le Sénat a été établi en vue de protéger les minorités et de redresser les erreurs commises ici. Il a été établi pour scruter les bills adoptés par cette Chambre et, s'il y découvre des erreurs, il doit les renvoyer ici pour plus ample étude. Si on veut remonter dans l'histoire, on s'apercevra que lorsque la loi de l'impôt sur le revenu a été présentée pour la première fois, le Sénat y a apporté de nombreux changements. Le bill a été renvoyé à cette Chambre et les changements ont

été approuvés. Comment le Sénat pourrait-il examiner attentivement, en une journée et demie, ce bill monstrueux?

M. McGrath: Le gouvernement a braqué un revolver en direction du Sénat.

M. Woolliams: Il eût été plus honnête de la part du gouvernement de présenter un seul bill abrogeant l'ancienne loi de l'impôt sur le revenu et de dire: «Nous avons le droit d'édicter de nouvelles lois fiscales par ordre en conseil.» A tout le moins, cette procédure aurait été plus honnête. Le gouvernement, en présentant une telle mesure, se serait adressé au Parlement en ces termes: «Nous ne tenons pas à ce que vous sachiez en quoi consiste cette loi. Nous comptons la faire adopter en secret. Nous présentons un projet de loi destiné à nous conférer ce droit.» Monsieur l'Orateur, en apparence, le système actuel est démocratique. Ce n'est toutefois qu'un mirage. Le gouvernement semble dire: «Vous voyez bien, vous avez eu l'occasion de vous prononcer par un vote sur différents articles du bill en comité plénier de la Chambre.» Encore une fois, n'aurait-il pas été plus honnête de présenter un projet de loi abrogeant la loi de l'impôt sur le revenu et de présenter ensuite un autre bill destiné à conférer au gouvernement le droit d'imposer des taxes par ordre en conseil? A tout le moins, cette façon de procéder aurait été plus honnête. Personne ne comprend ce bill dans sa force actuelle et personne ne sait quels seront ses effets.

Le très hon. M. Trudeau: Allons donc! Vous voulez rire!

M. Woolliams: Aujourd'hui est un jour d'infamie, vu la manière dont on procède à ce stade de la troisième lecture du bill. La guillotine va tomber pour la seconde fois. C'est implanter une forme de totalitarisme visant, au moyen de méthodes subtiles, à imposer au Parlement la volonté d'un petit nombre. Si le Parlement doit prendre des décisions, ces décisions doivent être éclairées et naître de la volonté commune. Les quelques heures de délibérations en comité plénier l'autre soir, alors que le couperet a tranché les débats, ne sont que moquerie, moquerie à l'égard de la Chambre des communes, de la liberté et de la liberté de parole.

M. McGrath: C'est une honte!

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Je regrette de devoir interrompre l'honorable député, mais son temps est écoulé.

Le très hon. M. Trudeau: Emmenez-le. Sortez-le.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, au cours de son intervention d'aujourd'hui, le président du Conseil privé (M. MacEachen) m'a mentionné, disant, à juste titre, que j'avais appuyé les propositions de gouvernement tendant à la clôture du débat à l'étape du comité plénier. Mais si je l'ai fait, ce n'est pas parce que j'approuvais le bill C-259—bien au contraire. A mon avis, ce projet de loi va aboutir à un régime fiscal qui sera toujours extrêmement injuste et qui frappera beaucoup trop lourdement les contribuables à revenu faible ou moyen.

A l'époque, monsieur l'Orateur—je veux parler du moment où l'on a présenté la première motion de clôture—le débat en comité plénier en était déjà à son trentième jour environ. Mon collègue, le député de Waterloo (M. Saltsman), qui avait pris une part active au débat à l'étape du comité comme aux autres étapes de l'étude du bill C-259 à la Chambre, m'avait assuré que l'opposition